

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 59

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2642 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Brexit, Frexit : la
ronde des
démagogues

Le gouvernement et les Gilets Jaunes

De nouvelles menaces
contre les retraites

Page 4

Girardin est revenue
faire son show

Page 5

**Climat : la jeunesse
manifeste**

Page 7

Haro sur les Gilets
Jaunes !

Page 9

Mozambique

Victime d'un cyclone
ravageur... mais
surtout du
colonialisme et de
l'impérialisme !

Page 11



Flickr

Brexit, Frexit : la ronde des démagogues

Un million de Britanniques environ ont manifesté samedi contre le Brexit, lors d'une des marches les plus massives que le pays ait connues. Le Parlement se déchire depuis des mois pour savoir s'il doit ratifier l'accord négocié avec l'Union européenne (UE). Et nul ne sait si et quand le Brexit aura lieu, ni quelles en seront les conséquences.

Il est d'ores et déjà manifeste que, pour les travailleurs britanniques, le bilan n'est pas celui que promettaient les démagogues. Le pays, disaient-ils, retrouverait sa souveraineté. À les entendre, l'argent donné à l'UE serait désormais utilisé pour améliorer le service de santé, et le niveau de vie progresserait. Trois ans après, l'avenir radieux promis par les marchands d'illusions s'est transformé en cauchemar.

Les économies des différents pays européens sont maintenant entremêlées et, une fois qu'on a fait une omelette, on ne reconstitue pas aisément les œufs... Chaque bien manufacturé est fabriqué dans plusieurs pays. Par exemple, dans l'automobile britannique, la majorité des pièces traversent plusieurs fois la Manche avant d'être assemblées, pour des voitures souvent vendues... sur le continent européen. Avec le Brexit, les multinationales réorganisent leur production à l'échelle européenne et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont programmées. Alors que plus de 10 000 camions franchissent la Manche chaque jour, rétablir des contrôles douaniers serait lourd de conséquences. Aussi les Britanniques font déjà des stocks de médicaments, qui viennent aux trois quarts du continent, et pour lesquels, comme dans le cas de l'insuline, des retards d'acheminement peuvent être dramatiques.

Les partisans du Brexit dénonçaient l'immigration européenne. Mais, comme ici, de nombreux secteurs, du bâtiment à l'agriculture, des hôpitaux à la restauration, seraient incapables de fonctionner sans les immigrés. En opposant les Britanniques aux étrangers, en renforçant le racisme et la xénophobie, le Brexit a divisé les travailleurs et les a donc affaiblis face aux capitalistes.

En Irlande du Nord, longtemps ravagée par une guerre civile, le rétablissement d'une frontière avec la République d'Irlande, au Sud, menace de rouvrir des plaies encore à vif.

Si, en 2016, de nombreux Britanniques ont été abusés par les politiciens favorables au Brexit, nous avons en France des partisans du Frexit. Lors du référendum sur le Brexit, Le Pen s'enthousiasmait. Et les autres souverainistes français, Dupont-Aignan, Asselineau et même Mélenchon, s'étaient également réjouis.

Bien sûr, l'Union européenne n'a pas été construite pour les peuples. Tout y a été fait pour les capitaux et la finance. Les grandes banques et les multinationales d'Europe de l'Ouest ont maintenant accès à un vaste marché de plus de 500 millions d'habitants. Les pays les plus riches ont assis leur domination économique sur les pays les plus pauvres. Et c'est cette unification capitaliste qu'ont défendue Macron, Bayrou ou Hollande.

L'UE n'a pas unifié les peuples. Elle n'a pas harmonisé les droits des salariés. Aujourd'hui, en Europe de l'Est, le salaire minimum reste partout inférieur à 500 euros. La Grèce, l'Espagne et le Portugal ont été ravagés par le chômage. Même les droits des femmes n'ont pas bénéficié de la construction européenne. Les Irlandaises ont dû se battre pour le droit à l'avortement, qu'elles n'ont obtenu que tout récemment, et les Maltaises et les Polonaises en sont privées.

Alors, le bilan de l'UE n'est certes pas glorieux. Mais celui des différents États nationaux n'est pas meilleur ! Les attaques de Sarkozy, de Hollande et maintenant de Macron contre le monde du travail n'ont pas été décidées à Bruxelles, mais à Paris.

À l'approche des élections européennes, Macron et les pro-UE d'un côté s'opposent à Le Pen, Salvini et aux anti-UE de l'autre. C'est une mise en scène et un faux combat. Le gouvernement de Salvini veut obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, tout comme Macron le fait avec ses décrets anti-chômeurs.

En réalité, la seule opposition qui compte, c'est celle entre les travailleurs et le grand capital. Quelle que soit leur nationalité, les travailleurs d'Europe, les travailleurs du monde ont les mêmes intérêts : défendre leur emploi, leur salaire et leur pension ; contrôler l'économie afin qu'elle fonctionne pour le bien de tous. Dans les élections européennes, ce sera la campagne de la liste présentée par Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.

Cour des comptes : les chômeurs encore visés

La Cour des comptes vient de rendre publique une lettre recommandant au gouvernement de restreindre encore davantage les droits à l'indemnité chômage des travailleurs les plus précaires.

Depuis 2013, le système de l'activité réduite permet à une personne d'être inscrite à Pôle emploi tout en ayant encore une activité. Elle peut alors, sous certaines conditions, cumuler un salaire avec l'allocation correspondant à un des emplois qu'elle a perdus. C'est par exemple le cas des assistantes maternelles quand elles perdent la garde d'un enfant. Mais la Cour des comptes les suspecte alors de « stratégie d'optimisation », en profitant de l'absence

de « *plafond applicable aux revenus totaux de l'allocataire concerné* ». Elle propose donc de baisser leur indemnité en fonction de l'activité conservée.

La Cour des comptes concède que le public auquel elle s'attaque vit largement dans la moitié la plus pauvre de la population, et même à 40 % sous le seuil de pauvreté. Mais c'est encore manifestement trop pour ces conseillers, qui déclarent : « *Les règles d'indemnisation demeurent trop favorables aux contrats de moins d'un mois.* »

Avant même la publication de cette note, le gouvernement s'est empressé de préconiser par exemple le durcissement des conditions d'attri-

bution pour ceux qui enchaînent périodes de travail et chômage. Actuellement, il faut 150 heures pour prolonger ses droits à l'assurance chômage, le gouvernement envisage de porter cette limite à 300 heures. Cela se traduirait par une arrivée en fin de droits bien plus rapide, ou carrément par l'impossibilité d'ouvrir des droits à indemnisation.

La recherche de profit du patronat est entièrement responsable de l'explosion des contrats courts et du chômage total ou partiel qui frappe des millions de travailleurs. Au patronat de payer pour que tous, salariés, chômeurs, puissions avoir une vie digne.

Mépris colonial pour les chômeurs de La Réunion

Quand Cyrille Melchior parle de lutte anti-vectorielle, il ne manque pas d'air. Une épidémie de dengue sévit depuis des mois dans les régions sud et ouest de l'île et la collectivité qu'il dirige se révèle incapable de l'enrayer... faute d'effectifs suffisants à mettre sur le terrain !

Là aussi la suppression des contrats aidés qui s'occupaient de ce travail de démoustication est la principale cause du développement de l'épidémie qui a touché depuis son début près de 10 000 personnes dans l'île.

Et comble de la provocation, le préfet n'a rien trouvé de mieux pour combattre ce fléau que de faire venir de France 50 militaires de la sécurité civile alors que des dizaines de milliers de chômeurs attendent après un travail à La Réunion !



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 12 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 13 AVRIL de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 27 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 28 AVRIL de 8H30 à 10H00

De nouvelles menaces contre les retraites

Agnès Buzyn, la ministre de la Santé déclarait récemment : « *Je suis médecin, je vois que la durée de vie augmente d'année en année, elle augmente moins vite ces dernières années mais elle a considérablement augmenté. Est-ce que, alors que le nombre d'actifs diminue, nous allons pouvoir maintenir sur les actifs le poids des retraites qui vont augmenter en nombre et en durée ? Nous savons que cet équilibre-là va être de plus en plus difficile à tenir* » et elle se prononçait « à titre personnel », pour le recul de l'âge de la retraite à 65 ans.

Édouard Philippe, le premier ministre, sans doute préoccupé de ne pas trop mettre trop d'essence sur le feu au vu du mécontentement social qui perdure depuis quatre mois a tenu à rappeler que la prochaine réforme des retraites ne modifierait pas le dispositif actuel, mais a « *jugé tout à fait normal de se poser ce type de question* » en reprenant mot pour mot l'argumentation de la ministre.

Rien d'étonnant à ce que ces deux-là défendent sur le fond les mêmes positions, ils appartiennent au même gouvernement et cherchent par

tous les moyens à réduire autant que faire se peut la part qui revient aux salariés.

Sous prétexte de contenir le déficit des caisses de retraites, ils mettent en place toutes sortes de chausse-trappes pour obliger même les salariés âgés disposant du nombre requis de trimestres à travailler plusieurs années au-delà de l'âge requis pour prendre leur retraite.

Ainsi en est-il de leur décision de sanctionner d'un malus de 10 % sur leurs retraites complémentaires les salariés ayant pourtant cumulés 42,5 années de cotisation. Ces derniers ne pourront dorénavant bénéficier de leur retraite complémentaire intégrale que s'ils travaillent au moins encore un an de plus.

Ce gouvernement comme ceux qui l'ont précédé ne demandent par contre rien aux patrons qui profitent à plein des gains de productivité découlant des progrès apportés par la technique, mais aussi des suppressions massives d'emplois et de l'accentuation des cadences de travail.

Buzyn et Philippe mentent quand ils présentent le recul de l'âge de la

retraite comme inéluctable. Les finances des grandes entreprises qui n'ont jamais été aussi florissantes permettraient bien sûr le retour à la retraite à 60 ans, à 55 ans pour les métiers pénibles, mais cela ne pourra se faire qu'à condition que les travailleurs l'imposent à la bourgeoisie !



Escroquerie sur la valeur des points

La retraite complémentaire (AGIRC-ARRCO) des salariés du privé concerne aujourd'hui 18 millions de salariés cotisants et 11,7 millions de retraités. Elle représente en moyenne 60 % de la retraite totale des cadres et 30 % de celle des autres salariés.

Ce complément repose depuis sa création sur un système par points : les salaires sont transposés en points qui s'additionnent au fil des ans, le total étant reconverti en euros au moment de la retraite. Comparativement au système du régime général, qui fait directement référence aux salaires, ce système est plus opaque, car le contrôle des salaires de dizaines d'années de travail, des points accumulés puis de leur conversion en retraite demande un travail de détec-

tive ! En effet, entre le moment de l'acquisition des points en fonction des cotisations versées et le moment de leur conversion en pension de retraite, les paramètres de revalorisation changent.

Un rapport du COR (Conseil d'orientation des retraites) en 2016 a mesuré l'importance des changements : « *Les partenaires sociaux ont signé dix accords depuis vingt ans. Ces accords ont organisé une baisse de leur rendement instantané : un salarié acquiert environ 1,5 fois moins de droits en 2015 qu'en 1993 avec le même euro de cotisation* ». Cela fait un tiers de retraite complémentaire volé aux travailleurs.

Et le pillage continue : de 2014 à 2017, la valeur du point de retraite a été bloquée et elle n'a augmenté que

de 0,6 % au 1er novembre 2018, pour une inflation annuelle estimée à 1,6 % !

Cela illustre quel système « équitable » le gouvernement actuel voudrait faire avaler aux travailleurs.



Girardin est revenue faire son show

Quatre mois après son dernier passage à La Réunion, la ministre de l'Outremer Annick Girardin, reste sourde aux problèmes que les travailleurs, les chômeurs, les retraités lui ont pourtant crié fort dans les oreilles au mois de novembre.

En réponse aux classes populaires qui réclament l'augmentation du pouvoir d'achat et la création d'emploi, Girardin n'a fait qu'égrener les quelques mesurette annoncées par Macron au mois de décembre sur la prime d'activité, le relèvement du minimum vieillesse, de la complémentaire santé ou encore l'annulation de l'augmentation

de la CSG sur les retraites.

Ces mesures qui seront financées en grande partie par les travailleurs eux-mêmes, ne représentent que quelques euros de plus dans leurs poches par mois, qui seront vite engloutis par la hausse des prix et des taxes comme ceux du carburant et du gaz qui ont grimpé respectivement 5 et 53 centimes le 1er mars.

Les promesses du gouvernement aux travailleurs et aux plus pauvres sont à l'image du « bouclier qualité-prix » : un panier percé !

En revanche, en ce qui concerne le grand patronat de La Réunion, Girardin a apporté dans sa besace des

cadeaux qui se comptent en centaines de millions d'euros pour dès ce mois-ci avec effet rétroactif au 1er janvier 2019 : Zéro charges sur le Smic, abattement d'impôt jusqu'à 80 %, poursuite de la défiscalisation jusqu'au moins 2025, etc.

Comme toujours, le gouvernement fait mine d'écouter les travailleurs mais répond aux supplices du patronat !

C'est donc contre ce dernier que les travailleurs doivent se retourner pour obtenir notamment le Smic à 1800 euros et 300 euros d'augmentation immédiate sur les salaires, les pensions, les minimas sociaux !

Rien pour les pauvres, tout pour les patrons !

Lors de son dernier passage à La Réunion, Girardin, la ministre des DOM s'est faite conspuée par les manifestants syndicalistes de la CG-TR et Gilets Jaunes à Saint Pierre. Ils lui ont renvoyés à la figure ses promesses non tenues en décembre 2018 (le minimum vieillesse et l'AAH à 900 € au 1er janvier 2019, les frais de lunettes et dentaires avec zéro euro

de reste à charge pour les patients, etc.).

Elle n'a eu que ce qu'elle méritait !

Cela ne l'a cependant pas empêché de faire d'autres promesses, cette fois aux ouvriers agricoles en leur promettant de pouvoir cumuler RSA et emplois saisonniers, mais surtout aux coopératives agricoles et aux

entreprises en général de pouvoir bénéficier de nouvelles aides (aide de 5000 € sur 3 ans pour l'embauche d'un CDI, de 2500 € pour celle d'un CDD) grâce à la mise à leur disposition d'« emplois francs dans les DOM ».

Parions que cette dernière promesse sera tenue !

La SPL EDDEN, le paradis pour les petits copains !



Cyrille Melchior

Les émoluments confortables réservés aux dirigeants de la SPL Maraina créée par le Conseil régional avaient fait scandale il y a quelques années. Ce sont aujourd'hui ceux du futur directeur de la SPL Edden récemment créée par le Département qui choquent la population.

La direction de cette nouvelle structure dont le nom signifie Société Locale Publique pour l'Écologie et le Développement Durable des Espaces Naturels reviendra à un certain Gilbert Rivière ... ancien dirigeant de la SPL Maraina ! Son salaire qui avait été annoncé à 14 000 euros mensuels a été finalement ramené à 9500 € sur treize mois, soit 12 291 € mensuels auxquels s'ajoute une voiture de fonction de 35 000 € selon Freedom et un parachute doré en cas de départ égal à 24 mois de salaire. En voilà un contrat de travail blindé !

Interpellé par ses opposants, le président du Conseil départemental, Cyrille Melchior, a justifié le salaire du directeur de la nouvelle SPL en expliquant qu'il avait décidé de créer cet organisme avec 7 autres collecti-

tivités « pour réduire les coûts, optimiser la dépense publique et construire un outil pérenne de lutte anti-vectorielle » et qu'« elle se substituera à terme à plus de 24 structures portant 172 emplois permanents et plus de 850 emplois aidés et deviendra un des plus gros employeurs du secteur de l'environnement de l'île ».

Que valent ces promesses d'embauches dans l'entretien des espaces verts alors que des centaines de ces emplois aidés ont été supprimés suite à la décision du gouvernement Philippe/Macron de ne plus les financer en 2018 ? Rien ! Mais cela n'empêche pas les dirigeants de droite des Conseils général et régional d'utiliser les gros sous de ces collectivités pour fournir des sinécures à leurs protégés.

Droit à l'erreur : plus de droits pour les capitalistes

Dans le cadre de la loi Droit à l'erreur votée en août 2018, le ministre de l'Action et des comptes publics, Darmanin, a présenté le 14 mars des mesures concernant la fiscalité. Elles sont, comme on pouvait s'en douter, surtout favorables au grand patronat.

Le droit à l'erreur vise à ne pas pénaliser ceux qui font une déclaration d'impôts erronée. Mais il y a une différence importante entre le travailleur qui peut en toute bonne foi se tromper et le grand patron d'une grande entreprise qui s'entoure d'une armada d'avocats et de juristes pour trouver les feintes permettant de payer le moins possible. Grâce à cette loi, le grand patronat pourra déclarer, s'il est pris en défaut, qu'il s'est juste trompé.

C'est particulièrement vrai avec une des mesures présentées par Darmanin, le partenariat fiscal, qui s'adresse aux grandes et moyennes entreprises. Il n'y aura quasiment plus de contrôles fiscaux pour les entreprises signant ce partenariat. L'État se contentera des déclarations que lui fourniront ces sociétés, à condition seulement qu'elles s'engagent à être transparentes. Comme si on pouvait leur faire confiance !

Sans surprise, le Medef a exprimé

son soutien le plus total et déjà douze grands trusts ont signé ce partenariat : Air liquide, Total, Safran, Engie, etc.

Cet assouplissement du contrôle fiscal des entreprises n'est pas nouveau. En quinze ans, les gouvernements de droite et de gauche ont supprimé 3 000 postes dans ce secteur. Dans le même temps, la fraude fiscale a explosé pour atteindre aujourd'hui 80 milliards d'euros d'après le syndicat Solidaires Fi-

nances publiques.

Les capitalistes, qui n'ont jamais reçu autant d'aides et de cadeaux de leur État, ne veulent plus payer d'impôts. Avec le droit à l'erreur, le gouvernement Macron fait un pas de plus vers la dépenalisation totale de ce pillage aux dépens des ressources publiques. Pour soutenir le grand patronat, c'est sûr, il ne se trompe jamais.



Impôt sur les sociétés : toujours plus bas

Une enquête relève que la part des impôts sur les bénéficiaires des entreprises dans les pays riches n'a cessé de baisser depuis vingt ans. Entre 2000 et 2018, « le taux moyen de cet impôt sur les sociétés (IS) est même passé de 30 à moins de 23 % ».

En France, officiellement, il est de 33,33 %. Il était de 50 % jusqu'en 1985, puis a diminué progressivement pour atteindre son taux actuel, que Macron a l'intention de baisser à 25 % d'ici la fin de son quinquennat.

Mais les grandes entreprises disposent d'une armée de comptables et conseillers fiscaux qui trouvent des moyens tout à fait légaux pour payer beaucoup moins. Cela s'appelle l'op-

timisation fiscale. Il peut s'agir par exemple de créer des filiales dans les pays où l'impôt sur les bénéfices est dérisoire et d'y faire apparaître l'essentiel des profits. Toutes les grandes entreprises françaises ont des dizaines voire des centaines de filiales dans ces paradis fiscaux.

En France, du fait de cette optimisation fiscale, les taux d'imposition effectifs sur les bénéfices des grandes entreprises étaient en réalité de 17,8 % en 2015. Mais, grâce à différentes mesures comme le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le CICE, ce taux baisse encore, et beaucoup. Avec ces deux crédits

d'impôt, précise l'enquête, « le taux passe de 23,7 à 13,9 % pour les PME, et de 17,8 % à 7,7 % pour les grandes entreprises ».

Ainsi l'État prélève dans la poche des travailleurs et classes populaires de quoi financer divers cadeaux, tels que le CICE, qui permettent ensuite aux capitalistes de payer beaucoup moins d'impôts. Tout cela au nom de l'intérêt général, bien évidemment.

Au vu des taux dérisoires de l'impôt sur les bénéfices que les capitalistes sont censés payer, on ne peut qu'être frappé par cette vérité : pourquoi donc aller voir ailleurs, puisque la France elle-même est pour eux un paradis fiscal ?

Plan Santé : les mauvais coups de la ministre

Lundi 18 mars, le projet de loi Ma santé 2022 a été présenté à l'Assemblée par Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, pour être promulgué cet été. Selon la ministre, ce plan est un levier pour garantir un meilleur accès aux soins.

Buzyn annonce pour cette année une rallonge de 300 millions d'euros pour les hôpitaux mais, derrière ce geste d'ailleurs bien dérisoire, la ministre ne fera pas oublier que son plan est un plan d'austérité de plus qui vise à continuer à fermer hôpitaux et maternités. Un rapport récent de la Cour des comptes indique que près des deux tiers des maternités ont

disparu en 44 ans dans le pays, qui n'en compte plus que 498.

Pour Buzyn, ces fermetures sont justifiées car ces maternités seraient dangereuses, comme certains hôpitaux de petite taille. Pour remédier à ce prétendu danger, elle annonce la création d'hôpitaux de proximité qui n'ont plus d'hôpitaux que le nom, car leurs moyens médicaux sont réduits, sans maternité, ni chirurgie, ni urgences. Les malades devront faire des kilomètres pour trouver ces services dans des hôpitaux dits spécialisés, et encore plus pour bénéficier des structures disposant d'un plateau technique de pointe.

Buzyn se fait fort aussi de lutter contre les déserts médicaux avec la suppression du *numerus clausus* appliqué aux médecins en fin de première année d'études. Mais la sélection sera maintenue sous une autre forme et le chiffre de 20 % de médecins formés de plus, avancé par la presse, n'est pas dans la loi.

Dans le plan Buzyn comme dans tous ceux des gouvernements précédents, les belles déclarations ne pourront pas cacher une politique d'austérité et de baisse des moyens.

Climat : la jeunesse manifeste



l'échelle de la planète dans un monde morcelé par les rivalités entre grandes puissances et gangrené par le nationalisme ?

Deux secrétaires d'État se sont invités à la manifestation de la jeunesse, Brune Poirson qui est à la Transition écologique et Gabriel Attal à l'Éducation, pendant que leur parti, à l'Assemblée nationale, votait une loi repoussant de 2022 à 2025 l'interdiction de fabrication du glyphosate, le Roundup de Monsanto, pesticide considéré comme cancérigène et destructeur de l'environnement. Dans les faits, le gouvernement choisit les industriels.

Il en va de la catastrophe climatique comme de toutes les catastrophes économiques, sociales et humanitaires auxquelles l'humanité est confrontée : la société capitaliste est incapable d'y faire face. Tant que le profit capitaliste dominera l'activité humaine, c'est la devise de la bourgeoisie qui s'imposera : « Après moi, le déluge ».

Des manifestants ont scandé « *Changer le système, pas le climat* ». C'est bien par là qu'il faut attaquer le problème.

Les deux manifestations sur le climat qui ont eu lieu les 15 et 16 mars ont été des succès, notamment celle du vendredi 15 mars où des dizaines de milliers de collégiens, de lycéens et d'étudiants ont fait grève pour emboîter le pas à la jeune Suédoise de 16 ans, Greta Thunberg, qui manifeste chaque vendredi devant le Parlement de son pays pour dénoncer l'inaction de son gouvernement face aux dangers de la crise climatique.

La crise climatique et les

catastrophes écologiques et sociales qu'elle entraîne sont un défi pour l'humanité dans son ensemble. Or, si elle n'est absolument pas en situation de réagir collectivement, ce n'est pas à cause du prétendu individualisme des êtres humains rabâché par les médias, mais à cause de l'organisation sociale actuelle. Comment peut-on imaginer maîtriser collectivement l'activité économique dans une société où la règle est la concurrence permanente ? Comment avoir une réponse coordonnée à

Pollution : cargaisons dangereuses

Le 12 mars, le *Grande America*, a sombré au large des côtes françaises. Même s'il n'était pas un pétrolier et ne contenait donc « que » 2 200 tonnes de fioul de propulsion, celles-ci peuvent provoquer à elles seules une grave catastrophe. Le navire transportant de plus des centaines de véhicules contenant eux aussi du carburant, la pollution pourrait donc être plus importante.

Mais il est bien difficile de prévoir l'ensemble des conséquences qu'aura un tel naufrage, tant l'opacité est de mise dans le monde du transport maritime. Le navire lui-même est qualifié de bateau poubelle par les

associations. Et si l'on sait que 45 conteneurs, sur les 365 qu'il transportait, abritaient officiellement des matières dangereuses, dont de l'acide chlorhydrique et de l'acide sulfurique, qu'en est-il des autres ? La seule chose sûre est que tous reposent désormais par 4 500 mètres de fond.

Quant à leur contenu, même les autorités en sont réduites à des spéculations. Des contrôles sont bien prévus par les lois, mais ils sont extrêmement difficiles à mettre en œuvre. Un porte-conteneurs standard, cela représente plus de 16 000 unités et les autorités ne prennent jamais le

temps de les vérifier une à une.

Aujourd'hui, 90 % du commerce mondial s'effectue par la voie maritime. Les mers du globe sont sillonnées en permanence par des milliers de bateaux transportant toutes sortes de marchandises. Le temps étant, pour les capitalistes, avant tout de l'argent, on peut imaginer la pression qu'ils exercent pour faire effectuer les trajets le plus vite possible, remplir au maximum les navires, les immobiliser au port le moins longtemps possible. Quitte à jouer avec la sécurité des bateaux et des équipages, et à risquer de polluer de manière catastrophique les mers et les côtes.

Enseignement : “école de la confiance”, défiance



24 % des enseignants du premier degré étaient en grève mardi 19 mars contre la loi « pour une école de la confiance », les suppressions de postes et les fermetures de classes.

Le ministre de l'Éducation Blanquer n'a cessé de dire qu'il faisait beaucoup pour l'école primaire en restaurant deux niveaux (CP et CE1) à 12 élèves par classe. Cette mesure signifie effectivement une améliora-

tion des conditions pour les enseignants et les élèves concernés, mais elle se fait au détriment des autres niveaux d'enseignement, le nombre de postes créés n'étant pas suffisant. Plus de 100 000 classes dépassent les 25 élèves et certaines, en maternelle, rassemblent jusqu'à 30 élèves.

La suppression massive de postes prévue d'ici 2021 par le gouvernement l'oblige à de nombreuses transformations. Ainsi il n'y aura plus un directeur dans chaque école, Blanquer récupérant de nombreuses heures d'enseignement en faisant faire les tâches administratives par d'autres.

D'autres mesures ont mis le personnel en colère, tel le financement des écoles maternelles privées par les collectivités, du fait de l'obligation

de scolarisation dès trois ans, la mise en concurrence des écoles, la formation au rabais des enseignants... Le premier article du texte impose aux enseignants un droit de réserve sur leurs critiques contre l'institution scolaire, qualifiées de « dénigrement ». Le Parlement a aussi voté l'amendement proposé par la droite qui impose la présence dans les classes d'un drapeau ou d'un poster portant les couleurs de la France et de l'Europe ainsi que l'affichage des paroles de la *Marseillaise*. Les symboles cocardiers ne remplaceront pas pour les élèves l'apprentissage des savoirs fondamentaux.

Loin d'une école de confiance, c'est une école muselée et encadrée par moins d'enseignants et d'adultes que Blanquer met en place.

PS : un passé dur à faire oublier

Bien en peine de regagner le crédit perdu lors de ses différents passages au pouvoir, le Parti socialiste a décidé pour les futures élections européennes de se cacher derrière Raphaël Glucksmann et son mouvement « Place Publique ». Ce dernier n'a jamais été membre du PS et n'a jamais prétendu être socialiste. Mais le fait qu'il n'ait pas été associé aux attaques contre les travailleurs des

gouvernements socialistes, et que de surcroît il ait deux ans de moins que Macron, ne suffira sans doute pas au PS pour renaître avec une peau de bébé.

Même si son parti Place publique, censé rassembler les différentes chapelles situées entre Hamon et Mélenchon, existe à peine depuis plus de quatre mois, Glucksmann a aussi un passé politique plus ancien. Il a été le

candidat éphémère d'un parti dénommé Alternative libérale quelques mois avant les élections législatives de 2007 et conseiller du chef d'État géorgien de l'époque, Mikheil Saakachvili, vomit par sa population. Le fait qu'un tel personnage apparaisse au PS comme un recours en dit long sur la décrépitude de ce parti, liée à ses bons et loyaux services au capitalisme en crise.

Marine Le Pen : mensonges d'une démagogue

Lors de l'Émission politique jeudi 14 mars sur France 2, Marine Le Pen s'est prononcée contre la hausse du smic. En bonne candidate à la gestion des affaires de la bourgeoisie, elle utilise les petits patrons et leurs difficultés pour défendre les intérêts des grands patrons et justifier le choix de ne pas augmenter les salaires. Comme Macron, elle se prononce uniquement pour des suppressions de cotisations sociales, ce qui lui permet de protéger les profits des patrons en prenant sur les cotisations des salariés, quitte à assécher les caisses de retraite et de chômage.

Le Pen a aussi passé son temps à opposer les travailleurs les plus pauvres aux travailleurs immigrés. Jonglant avec les chiffres, elle a pré-

tendu qu'un migrant bénéficiait d'un revenu supérieur à l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). C'est faux. L'aide de l'État ne concerne que les demandeurs d'asile, une infime minorité des migrants. Et Marine Le Pen gonfle les chiffres en y ajoutant les aides au logement, ce qu'elle ne fait pas quand elle évoque les revenus des retraités. Dans tous les cas, cette distinction mensongère lui permet de ne pas parler des fortunes indécentes de la grande bourgeoisie et ses profits gagnés sur le dos des travailleurs, français comme étrangers.

Enfin, même si elle ne peut se dispenser de phrases creuses sur la démocratie quand elle évoque les luttes actuelles en Algérie, Le Pen

montre là aussi son vrai visage. Elle tente d'inquiéter en invoquant le risque que des islamistes l'emportent et fantasme aussitôt sur la prétendue « submersion migratoire algérienne ». Ainsi, sans surprise, la lutte du peuple algérien pour sa dignité est pour Marine Le Pen synonyme de danger. Mais face à une infirmière gilet jaune évoquant sa feuille de paie de 1 600 euros, le couplet contre les immigrés n'a pas fonctionné ; c'est elle et ses amis qui ont rappelé que les immigrés étaient là de tout temps et contribuent comme eux à l'économie du pays.

Une ex-star pitoyable

S'appuyant sur quelques exemples de maltraitances faites à des chiens à La Réunion et sur leur errance, sur l'abattage massif de caprins par les Hindous à l'occasion de leurs fêtes religieuses, l'ex-star du cinéma Brigitte Bardot s'est fendue d'une lettre au préfet de La Réunion traitant les Réunionnais d' « *autochtones aux gènes de sauvages* », de « *population*

dégénérée encore imprégnée des coutumes ancestrales, des traditions barbares qui sont leurs souches » et La Réunion d' « *Île du diable* » !

Brigitte Bardot qui se sent plus proche des canins que des hommes va logiquement chercher ses idées dans le caniveau. Elle ne se cache pas de son soutien au parti de Marine Le Pen qui est venue faire un tour

dans l'île cette semaine en vue des prochaines élections européennes. Les injures racistes de Brigitte Bardot feront-elles réfléchir celles et ceux qui à La Réunion ont considéré qu'en votant Front national ils faisaient un acte protestataire... contre qui ?

Du sentiment de propriété au meurtre !

La violence sociale se double à La Réunion de violences intra-familiales dirigées contre les femmes. La Réunion fait partie des départements français où les féminicides sont les plus fréquents.

Plusieurs femmes ont perdu la vie depuis le début de l'année suite aux agressions de leurs compagnons.

Jeudi 22 mars une femme âgée de 50 ans était frappée à coups de marteau par son ex-conjoint au Petit Tampon. Elle en est ressortie avec de multiples fractures faciales, à la mâchoire.

Le 24 mars à Rivière des Galets, un homme séparé de sa femme noyait trois de ses enfants pendant sa période de garde, sans doute en guise

de vengeance contre son ex-compagne.

Cette violence contre les femmes est intolérable et doit être dénoncée et combattue, par les hommes et par les femmes. Elle est cependant révélatrice de l'état d'esprit de nombre d'hommes qui considèrent leurs compagnes comme leur propriété.

Une mentalité archaïque qui est entretenue par tout ce que la société compte de réactionnaires, par l'esprit machiste prévalant dans les familles et entretenu par les religions, mais aussi parce que la société bourgeoise est dirigée par des hommes dont le maître-mot est l'enrichissement personnel, l'accumulation de biens de toutes sortes, la détention du pouvoir



économique et politique, et pour certains du pouvoir de vie et de mort sur leur entourage.

Qu'on en finisse avec cette société obtuse des propriétaires pour qu'advienne enfin une société d'êtres libres et respectueux de chacun et de chacune!

Haro sur les Gilets Jaunes !

Décidément, le mouvement « Gilets Jaunes » a bon dos !

D'après les patrons et l'Insee, la mobilisation du mois de novembre dernier qui a duré quinze jours et auquel ont pris part nombre de petits patrons, artisans et agriculteurs, aurait provoqué de lourdes difficultés aux entreprises, voire la faillite de certaines d'entre elles.

Les commerces, le BTP, le tourisme, l'agriculture, etc. auraient été victimes des blocages des ronds points par les Gilets Jaunes.

Selon le président de la CCIR, Ibrahim Patel, la perte pour les entreprises (majoritairement des PME et TPE) est de 600 et 700 millions d'euros ; 2565 ont déposé une demande d'aide d'urgence auprès de la CCIR.

De son côté, l'Insee constate que « 3 724 dossiers de demandes d'activité partielle ont été déposés, pour un total de près de 36 000 salariés. Certaines entreprises ont même dû arriver au stade du licenciement pour certains de leurs employés ».

Les Gilets Jaunes sont même accusés d'avoir causé la baisse du taux de sucre qui n'aurait jamais été aussi bas à La Réunion depuis 1993. Rien que ça !

S'il est vrai que le mouvement Gilets Jaunes a eu un impact sur l'éco-

nomie de l'île, il ne faut pas l'accabler de tous les torts et surtout les conséquences sont loin d'être négatives, contrairement à ce qu'affirment les patrons.

En effet, bon nombre de commerces ont vidé leurs rayons et leurs stocks en « deux temps, trois mouvements » grâce aux clients qui se sont approvisionnés par crainte de pénurie.

De même, à en croire Olivier Hoareau et Jean-Frédéric Laurent, respectivement président du Conseil de Surveillance et président du directoire du Grand Port Maritime, le bilan du trafic portuaire s'avère « rassurant malgré la paralysie globale de l'île avec un mouvement social... ». Certains records ont même été assurés comme par exemple pour le kérosène (+ 8% par rapport à 2017), la croisière (+ 12%), les véhicules (+ 9%).

De plus, les difficultés des petites entreprises ne datent pas d'hier. Beaucoup battent de l'aile depuis longtemps, incapables de payer notamment les dettes sociales et fiscales ou bien d'honorer leur crédit auprès des banques qui ne leur font pas de cadeaux.

Pour le BTP, de l'aveu même du président du syndicat patronal la

FRBTP, Bernard Sirieux, la crise dans le secteur serait due principalement à la baisse de « la commande publique, sur laquelle repose 85% du chiffre d'affaires du secteur », des appels d'offres « infructueux », de délais de paiement trop longs et offres « anormalement basses », etc.

Malgré les plaintes des patrons, l'avenir ne serait pas morose pour tous.

En effet, selon le directeur de l'IEDOM, « la majorité des entreprises déclarent que la crise des Gilets Jaunes ne devrait pas, ou peu, avoir d'impact pour l'année 2019 ».

En revanche, on ne peut pas en dire autant pour la majorité des travailleurs qui, Gilets Jaunes ou non, arrivent à peine à maintenir la tête hors de l'eau car victimes des licenciements, de la précarité de l'emploi, des bas salaires, des petites pensions, de la hausse des prix qui n'ont jamais connu, eux, de blocage !

Pour Ibrahim Patel, « le mouvement des Gilets Jaunes reste un événement traumatisant pour les entreprises, puisque 90% d'entre elles déclarent craindre une nouvelle mobilisation ».

Ne le contredisons pas !

DANS LES ENTREPRISES

CHAMBRE D'AGRICULTURE

L'herbe n'est pas plus verte avec la nouvelle présidence !

À l'instar de ses prédécesseurs, le nouveau président de la Chambre d'Agriculture, Frédéric Vienne, a réuni les salariés de l'établissement lors d'une grand messe le 11 mars.

D'entrée de jeu, le président qui revenait du salon de l'Agriculture à Paris, ainsi que certains membres de son bureau, a déclaré aux agents que la Chambre est en déficit, qu'il n'y

aurait pas d'embauches, encore moins d'augmentation de salaire.

Le maître mot de ses interventions était : travailler au service des agriculteurs.

Mais les employés de la Chambre ne font que ça ! Sauf que leurs conditions de travail se dégradent d'année en année, que les salaires sont quasiment bloqués et que direction, élus, État et Conseil départemental se

donnent la main pour baisser les effectifs et faire planer la menace de licenciements.

De mandature en mandature, c'est toujours la période de vaches maigres à la Chambre d'Agriculture !

Le discours du président ne laisse aucun doute: si les salariés de la Chambre veulent que ça change il faudra qu'ils piquent une grosse colère !

Licenciements chez Graphica

En proie à des difficultés financières ; l'imprimerie Graphica implantée à Saint-André qui avait été mise en redressement judiciaire, vient d'être rachetée par une concurrente, la NID.

Celle-ci va reprendre l'activité mais pas tous les salariés.

En effet, sur les 45 salariés, seulement 15 conserveront leur emploi. Les autres ont reçu la semaine dernière la notification de leur licenciement pour motif économique.

30 pères et mères de famille se retrouvent désormais sans travail après avoir donné pour la plupart au mois 25 ans de leur vie à l'entreprise.

Beaucoup sont proches ou ont dépassé la cinquantaine, n'ont pas atteint l'âge de départ à la retraite et n'ont pas cumulé le nombre d'années suffisantes pour toucher une pension pleine. Ce qui signifie, sauf s'ils retrouvent du travail (ce qui est très incertain), qu'ils devront se débattre avec des faibles pensions pour survivre.

Après, ceux de Arcelor-Mittal, du groupe Caillé, de Apavou, de Bourbon Bois, les travailleurs de Graphica servent eux aussi de variables d'ajustement et sont sacrifiés sur l'autel des profits patronaux.

Graphica, comme les autres, a

pourtant reçu des subventions publiques ; a bénéficié d'exonérations fiscales et sociales notamment pour son ex-atelier dans la zone franche de Sainte-Marie. Comme d'autres, l'entreprise a externalisé des travaux là où la main-d'oeuvre est moins chère comme aux Comores.

Jamais ses travailleurs n'ont vu la couleur de tout cet argent. Jamais ils n'ont eu leur mot à dire sur les pratiques de leur patron.

Pour éviter ce genre de catastrophe, les travailleurs devraient imposer le contrôle des comptes des entreprises et des agissements des capitalistes.

DANS LE MONDE

ALGÉRIE

Le peuple algérien ne lâche rien face aux manœuvres du pouvoir

Face aux manifestations de millions d'algériens qui depuis plus d'un mois secouent l'Algérie, l'armée vient de décider de sacrifier la personne de Bouteflika qu'elle a pourtant longtemps soutenu. Il faut dire que la manœuvre du clan Bouteflika qui avait consisté à lui faire renoncer au cinquième mandat en prolongeant le quatrième n'avait entamé en rien la détermination des contestataires. Et tout porte à croire qu'ils ne se contenteront pas de ce sacrifice, car depuis plusieurs semaines, c'est pour exiger que le « système dégage » qu'ils manifestent par millions.

Les Algériens ont de quoi être révoltés par ce système qui les condamne à la précarité, au dénuement, pendant que les privilégiés liés au pouvoir se gavent, tout en affichant leur mépris pour les classes populaires. En Algérie, le salaire minimum ne dépasse pas 130 euros mensuels. Quand on sait qu'Issad

Redrab, le patron du conglomérat de l'agroalimentaire, de la distribution et de l'industrie Cevital, a accumulé une fortune de 3,7 milliards de dollars, on mesure l'exploitation féroce réalisée par les capitalistes.

Quelles sont aujourd'hui les perspectives pour le peuple algérien ? Pour l'instant, l'armée louvoie. Mais le passé a montré que ses dirigeants n'hésitaient pas à tirer sur la population. Les islamistes sont eux aussi en embuscade, même si certains se sont discrédités en participant au pouvoir.

Si les médias français ne rapportent que les manifestations du vendredi, toute une agitation traverse en permanence l'Algérie. Des grèves éclatent dans de nombreuses entreprises publiques ou privées : dans les chemins de fer, les hydrocarbures, les chantiers, l'industrie, etc. Les travailleurs réclament parfois aussi des augmentations de salaire. Il est à espérer que ces grèves se multiplient et

que les travailleurs réalisent ainsi le rôle qu'ils jouent dans la société. Produisant toutes les richesses accumulées par les privilégiés, ils détiennent un levier incomparable. S'organiser dans leurs entreprises peut leur permettre de se constituer en une force sociale et collective qui compte.

Les travailleurs rejettent le système en place. Mais ils ont intérêt à imposer que le changement ne soit pas seulement un ravalement de façade. S'il se réduit au remplacement de Bouteflika par un autre dignitaire, en quoi la vie des jeunes chômeurs si nombreux, des travailleurs si précaires et si mal payés, en serait-elle transformée ? Il faut espérer que ces derniers exercent leur contrôle sur les événements. Ils ne doivent pas accepter un changement qui se réduirait à changer les têtes sans remettre en cause l'accaparement des richesses tant dénoncé.

suite page 12

Ce qui se passe en Algérie nous concerne. Pendant 132 ans, la France a pillé l'Algérie après l'avoir colonisée dans des violences atroces. Aujourd'hui, les capitalistes français liés au régime de Bouteflika continuent de piller les ressources et le travail des Algériens. Les travailleurs de

France ont, eux, toutes les raisons d'être solidaires de la lutte des travailleurs d'Algérie. Les capitalistes qui les exploitent sont parfois les mêmes : Renault, Total, Lafarge, Sanoft et consorts. Leurs intérêts de travailleurs sont les mêmes aussi.

Alors, tous nos espoirs se portent

vers les femmes et les hommes qui se battent pour avoir un travail et pouvoir en vivre correctement, pour la liberté et pour la dignité. Vive la lutte des travailleuses et des travailleurs d'Algérie !

MONZAMBIQUE

Victime d'un cyclone ravageur... mais surtout du colonialisme et de l'impérialisme !

Le Mozambique pays situé en face de Madagascar sur la côte est de l'Afrique vient de subir le passage d'un cyclone de très forte puissance, Idai, dont les précipitations ont submergé une grande partie de son territoire, faisant des centaines de morts et laissant sans abri des centaines de milliers d'habitants.

Le Mozambique a été colonisé pendant cinq siècles par le Portugal qui s'est installé dans ce pays dès 1498. La violence des colonisateurs s'est traduite en particulier par la réduction en esclavage de centaines de milliers de Mozambicains qui furent ensuite vendus aux propriétaires esclavagistes français de l'Île de France (Maurice) et de Bourbon (La Réunion) pour y travailler la terre et produire la canne à sucre.

Une guerre de libération nationale commencée en 1964 et dirigée par le Front de Libération du Mozambique (Frelimo), soutenu par l'URSS et Cuba, a permis à ce pays de recouvrer son indépendance en 1975. Mais au final ce pays a perdu une grande partie de sa population et a été laissé par les Portugais, qui ne firent rien pour le doter d'un minimum d'infrastructures et d'industrie, dans un état de sous-développement dramatique.

Le Mozambique regorge pourtant

de grandes richesses minières (charbon, or, bauxite, tantale) et on vient d'y découvrir d'énormes gisements gaziers (les 4èmes au classement mondial) dans son domaine maritime. Mais les fruits de son peu d'activités économiques y a été et est toujours détourné au profit de la mince bourgeoisie locale, mais surtout des capitalistes sud-africains et étrangers qui y ont des affaires.

La France serait ainsi mouillée dans le détournement de 2 milliards de fonds publics pour l'achat de bateaux de guerre qui ont plombé les finances déjà mal en point du pays.

Les requins capitalistes internationaux de la prospection gazière attendent eux d'avoir le feu vert pour exploiter les champs gaziers du pays.

Comme dans tous les pays, dits sous-développés, c'est la bourgeoisie

qui contraint la majorité de la population à vivre dans la misère et le dénuement, pas les perturbations climatiques qui ne font qu'amplifier les conséquences de cette politique capitaliste de terre brûlée.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

Vidéos

[www.lutte-](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

[ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Audio-LO

[www.lutte-ouvriere-](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)
[audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

 Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :
<http://www.nathalie-arthaud.info>